

députés, en faveur des trois quarts de million de Canadiens privés de travail. Le gouvernement se flatte de nos exportations, et fait valoir qu'elles n'ont jamais été aussi fortes. C'est vrai, mais à quoi bon, quand tant de nos travailleurs sont sans emploi? Le fort volume de nos exportations a fait monter le cours de notre dollar et nuire à notre industrie de fabrication, où les emplois sont le plus concentrés. C'est pour cela que nous avons la pire situation d'emploi du monde occidental, et la croissance la plus lente. C'est à ce prix que nous avons ramené le danger d'inflation un peu au-dessous de ce qu'il aurait pu être.

• (4.20 p.m.)

Pour enrayer le chômage, le gouvernement propose de porter les allocations d'amortissement de 100 à 115 p. 100. Je veux traiter de cette question en particulier, car elle montre très clairement comment le gouvernement envisage la situation et établit ses priorités. Ce que le gouvernement dit en fait, c'est qu'en augmentant les allocations d'amortissement, il ouvre à l'industrie la voie d'une substantielle augmentation de bénéfices; voilà l'effet réel d'une augmentation des allocations d'amortissement. On semble penser, en face, que pour qu'il y ait relance, si lente soit-elle, il faut augmenter les bénéfices commerciaux et montrer aux hommes d'affaires qu'il y a plus d'argent à gagner. Cela favorisera donc les immobilisations qui, à leur tour, stimuleront l'économie et l'embauche. Seulement il n'y a aucune preuve que cela se produira vraiment, ou que ce genre de philosophie économique sera moins désastreux que les politiques économiques qui nous ont déjà mis dans le pétrin.

J'aimerais exposer à la Chambre certaines des raisons qui motivent mon opinion à ce sujet. Tout d'abord, si nous regardons nos périodes de prospérité passées et que nous examinons les conditions qui ont favorisé l'expansion des entreprises, nous constaterons presque certainement que ce qui crée véritablement l'emploi, c'est invariablement un pouvoir d'achat accru pour le consommateur. Ce n'est pas parce que l'on accordera des amortissements à une entreprise qu'elle ne va pas prendre de l'expansion. Certaines entreprises en prendront quand même, mais c'est une belle aubaine pour elle, et nous pourrions nous leurrer plus tard en disant que si nous n'avions pas pris cette mesure, il n'y aurait peut-être pas eu cet investissement. Il en est de même pour le programme des régions désignées. L'industrie s'y est implantée, mais nous ne saurons jamais si elle comptait s'y établir de toute façon, ou si c'est à cause des énormes subventions que nous lui avons accordées.

Je le répète, rien ne prouve vraiment l'efficacité de ces politiques. Ce que nous savons, c'est que si le public a des besoins à remplir, et les moyens de le faire, le commerce s'en ressentira, comme cela s'est toujours fait. Après tout, c'est à quoi sert le commerce: à reconnaître la demande de la collectivité et à fournir les biens et les services sur lesquels porte cette demande. Le commerce ne peut faire face à la demande que lorsque le consommateur a un pouvoir d'achat.

Voilà pourquoi les membres de notre parti—et je crois que c'est aussi le point de vue de tous les partis d'opposition—estiment que c'est le pouvoir d'achat et non les bénéfices qu'il faut augmenter. Mes honorables amis à ma gauche, les créditistes, préconisent une méthode qui leur est propre pour augmenter le pouvoir d'achat. Ce n'est la

mienne, mais ils comprennent le problème, alors que le gouvernement ne le comprend pas. Ils savent que le remède consiste à augmenter, d'une façon ou d'une autre, le pouvoir d'achat du public. C'est ainsi qu'on crée des emplois, et lorsque le commerce reprend il y a expansion commerciale.

M. Rondeau: Il n'y a aucun autre moyen.

M. Saltsman: L'autre façon dont le milieu des affaires réagit, notamment au Canada, c'est en répondant à des besoins qui ne se présentent pas dans le pays mais à l'étranger. Malheureusement, l'expansion des affaires s'est trop orientée en ce sens. Par exemple, nos ressources minières sont en expansion en majeure partie non pas parce qu'il y va de l'intérêt du Canada mais parce que d'autres pays ont un besoin crucial de nos matières premières. Ce genre de développement est assez désastreux. Or il va en s'accéléralant et il est favorisé par la dépréciation plus grande qu'on propose.

Jetons un coup d'œil aux statistiques publiées dans les journaux il y a quelques jours. L'Iron Ore Company of Canada essaie de justifier une dépense de 2 milliards de dollars en vue de l'aménagement d'une mine de fer. Elle fait remarquer avec fierté qu'elle va ainsi créer directement quelque 90,000 emplois. Si l'on fait rapidement le calcul, on trouve que chaque emploi revient à \$300,000. Il est vrai que d'autres emplois se trouveront créés également aux échelons secondaires et tertiaires, mais ceci vaut pour toutes les industries et pas simplement pour l'industrie minière. S'il en coûte \$300,000 pour créer un seul emploi, alors comment notre pays pourra-t-il jamais créer suffisamment d'emplois pour les quelque 200,000 personnes qui, selon les estimations, viennent grossir les rangs de la main-d'œuvre chaque année? Il n'y a pas tant d'argent disponible au pays pour créer ces emplois. A mon avis, il n'est pas vrai que notre pays ne possède pas assez de capitaux pour fournir des emplois à notre population; non seulement ne possédons-nous pas assez de capitaux, mais aucun pays du monde n'en a suffisamment pour créer des emplois qui coûtent \$300,000 chacun. C'est pourquoi nous devons importer des capitaux.

Puis on allègue que ces 2 milliards de dollars qui entrent au pays entraînent des achats. Même si une grande partie de cet argent sert à des achats au Canada, une grande partie sert à l'achat de machinerie étrangère. Une grande partie est affectée à des versements à des pays étrangers. Avec un taux de rendement de seulement 10 p. 100 sur le capital, ce sont environ 200 millions qu'il faut payer aux étrangers pour un placement de 2 milliards. C'est un drainage permanent de nos ressources, à cause de capitaux que nous n'aurions pas dû importer en premier lieu.

La difficulté est que le projet de loi dont la Chambre est saisie encouragera une initiative de ce genre qu'il aurait fallu rejeter il y a longtemps. Le principal avantage offert dans ce projet de loi est une hausse des mises de fonds. L'industrie minière investit des mises de fonds deux fois plus élevées que l'industrie manufacturière. Si nous continuons à fournir des fonds à ce rythme aux industries qui exportent des matières brutes du Canada, nous exporterons non seulement des emplois, mais aussi nos ressources futures.

Certains économistes pourront prétendre que les travailleurs de l'Iron Ore Company of Canada touchent des salaires plus élevés que leurs homologues dans l'industrie